

10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30

ans  
d'engagement  
envers votre  
croissance et  
votre succès

## À propos de CGI

Fondé en 1976, le Groupe CGI inc. (« CGI ») figure parmi les plus importantes entreprises indépendantes de services en technologies de l'information (TI) et en gestion des processus d'affaires dans le monde. CGI et ses entreprises affiliées emploient environ 24 500 professionnels. CGI offre la gamme complète des services en TI et en gestion des processus d'affaires à des clients du monde entier, à partir de ses bureaux au Canada, aux États-Unis d'Amérique (« États-Unis »), en Europe et en Asie Pacifique, ainsi qu'à partir de ses centres d'excellence au Canada, aux États-Unis, en Europe et en Inde. Les produits annualisés de CGI s'établissent actuellement à 3,5 milliards de dollars CAN (3,1 milliards de dollars US) et, au 30 juin 2006, son carnet de commandes s'élevait à 13,3 milliards de dollars CAN (11,9 milliards de dollars US). Les actions de CGI sont inscrites à la Bourse de Toronto (GIB.A) et à la Bourse de New York (GIB). Elles figurent dans l'indice composé S&P/TSX, dans l'indice plafonné de la technologie de l'information S&P/TSX et dans l'indice des titres à moyenne capitalisation.

## Groupe CGI inc. **Rapport trimestriel 3**

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2006

### Bourses

Toronto : GIB.A\*

New York : GIB

\* Le 29 mai 2006, le Groupe TSX a retiré le suffixe SV qui identifiait jusque-là les actions à droit de vote particulier.

### Actions en circulation (au 30 juin 2006)

304 918 377 actions subalternes classe A

34 208 159 actions classe B

### Performance du titre au cours du troisième trimestre de l'exercice 2006

Toronto	(\$CAN)	New York	(\$US)
Ouverture :	7,75 \$	Ouverture :	6,58 \$
Haut :	8,50 \$	Haut :	7,38 \$
Bas :	6,84 \$	Bas :	6,16 \$
Fermeture :	6,96 \$	Fermeture :	6,18 \$
Moyenne des transactions quotidiennes :	1 513 200	Moyenne des transactions quotidiennes :	75 364

### Agent des transferts et agent comptable des registres

Société de fiducie Computershare du Canada

1 800 564-6253

### Relations avec les investisseurs

Lorne Gorber

Vice-président

Communications corporatives et

Relations avec les investisseurs

Téléphone : (514) 841-3355

lorne.gorber@cgi.com

www.cgi.com



## Groupe CGI inc.

### Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2006

#### TABLE DES MATIÈRES

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>3</b>	Impôts sur les bénéfices .....	15
<b>ÉNONCÉS DE NATURE PRÉVISIONNELLE .....</b>	<b>3</b>	Bénéfice .....	16
<b>MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES PCGR ....</b>	<b>4</b>	<b>LIQUIDITÉS ET RESSOURCES EN CAPITAL .....</b>	<b>17</b>
<b>NOS ACTIVITÉS .....</b>	<b>4</b>	Activités d'exploitation.....	18
<b>CONTEXTE CONCURRENTIEL .....</b>	<b>5</b>	Activités d'investissement .....	18
<b>VARIATIONS TRIMESTRIELLES .....</b>	<b>5</b>	Activités de financement .....	18
<b>APERÇU DU TRIMESTRE .....</b>	<b>5</b>	<b>RESSOURCES EN CAPITAL .....</b>	<b>19</b>
<b>NOUVEAUX CONTRATS, ÉLARGISSEMENTS ET</b>		<b>OBLIGATIONS CONTRACTUELLES .....</b>	<b>20</b>
<b>RENOUVELLEMENTS DE CONTRATS.....</b>	<b>6</b>	<b>INDICATEURS DE LA SITUATION DE TRÉSORERIE ET DES</b>	
<b>ACQUISITION .....</b>	<b>7</b>	<b>RESSOURCES EN CAPITAL .....</b>	<b>20</b>
<b>RACHAT D' ACTIONS .....</b>	<b>7</b>	<b>INSTRUMENTS FINANCIERS .....</b>	<b>20</b>
<b>BONS DE SOUSCRIPTION .....</b>	<b>7</b>	<b>INSTRUMENTS DE FINANCEMENT HORS BILAN ET</b>	
<b>PRINCIPAUX INDICATEURS DE PERFORMANCE .....</b>	<b>8</b>	<b>GARANTIES .....</b>	<b>21</b>
<b>RÉSULTATS FINANCIERS .....</b>	<b>9</b>	<b>OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS.....</b>	<b>22</b>
Variation des produits.....	9	<b>ESTIMATIONS COMPTABLES IMPORTANTES .....</b>	<b>22</b>
Produits selon les secteurs d'affaires .....	10	<b>SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES</b>	
Répartition des produits .....	11	.....	<b>26</b>
Produits émanant de BCE .....	11	<b>MODIFICATIONS COMPTABLES .....</b>	<b>27</b>
Charges .....	12	<b>RISQUES ET INCERTITUDES.....</b>	<b>27</b>
BAII ajusté selon les secteurs d'affaires.....	13	Risques liés à notre secteur d'activité .....	27
Bénéfice tiré des activités poursuivies avant impôts sur les		Risques liés à notre entreprise .....	29
bénéfices .....	14	Risques liés aux acquisitions d'entreprises.....	31
Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques .....	14	Risques de marché.....	32
Intérêts débiteurs .....	15	<b>INTÉGRITÉ DE LA PRÉSENTATION DES RÉSULTATS.....</b>	<b>32</b>
Gain sur la vente d'un placement dans une société satellite et		<b>POURSUITES JUDICIAIRES .....</b>	<b>32</b>
bénéfice tiré d'une société satellite .....	15		
Gain sur la vente d'actifs .....	15		

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2006

Le 26 juillet 2006

## Introduction

Tout au long de ce document, nous utilisons les termes « CGI », « nous », « notre », « nos » ou « Société » pour désigner le Groupe CGI inc. La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation devrait être lue en parallèle avec les états financiers consolidés de la Société et les notes complémentaires afférentes pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées les 30 juin 2006 et 2005, ainsi qu'avec le rapport annuel 2005 de la Société, y compris la section décrivant les risques et incertitudes. Les conventions comptables de la Société sont conformes aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») au Canada, prescrits par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA »), qui diffèrent à certains égards des PCGR aux États-Unis. Les bénéfices des périodes considérées ont fait l'objet d'un rapprochement par rapport aux PCGR aux États-Unis et ce rapprochement est présenté à la note 12 des notes complémentaires des états financiers consolidés. À moins d'indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens.

## Énoncés de nature prévisionnelle

Toutes les déclarations contenues dans la présente analyse qui ne concernent pas directement et exclusivement des faits historiques constituent des « énoncés de nature prévisionnelle » au sens de l'article 27A de la loi américaine *Securities Act* de 1933 et de l'article 21E de la loi américaine *Securities Exchange Act* de 1934, dans leurs nouveaux termes, et sont de « l'information prospective » au sens des articles 138.3 et suivants de la Loi sur les valeurs mobilières de l'Ontario. Ces déclarations et cette information expriment les intentions, projets, attentes et opinions du Groupe CGI inc. (« CGI »), sous réserve de la matérialisation de risques, d'incertitudes et d'autres facteurs sur lesquels la Société n'a, dans bon nombre de cas, aucune emprise. Compte tenu de ces facteurs, les résultats réels pourraient différer considérablement de ceux qui sont indiqués. Ces facteurs comprennent notamment, sans s'y limiter, la date d'entrée en vigueur et la valeur de nouveaux contrats, d'acquisitions et d'autres initiatives de la Société; la capacité d'attirer et de retenir du personnel compétent; la concurrence au sein d'une industrie des technologies de l'information en constante évolution; la conjoncture économique et commerciale; le risque de change; ainsi que les hypothèses et autres risques énoncés dans les documents suivants : analyse par la direction incluse dans le rapport annuel de CGI et dans le formulaire 40-F déposé auprès de la *U. S. Securities and Exchange Commission* (disponible sur EDGAR à [www.sec.gov](http://www.sec.gov)); notice annuelle déposée auprès des commissions des valeurs mobilières du Canada (disponible sur SEDAR à [www.sedar.com](http://www.sedar.com)). L'emploi aux présentes des termes « penser », « estimer », « s'attendre à ce que », « avoir l'intention », « anticiper », « prévoir », « planifier », ainsi que de tout autre terme de nature semblable et de toute autre forme conjuguée de ces termes, ne sert qu'à des fins d'énoncés de nature prévisionnelle ou d'information prospective et ces termes ne sont pertinents qu'en date de leur emploi. CGI décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser les énoncés de nature prévisionnelle ou l'information prospective consécutivement à l'obtention de nouveaux renseignements ou à la survenue d'événements nouveaux, ou pour tout autre motif. Le lecteur est mis en garde contre le risque d'accorder une crédibilité excessive à ces énoncés de nature prévisionnelle ou à cette information prospective. Vous trouverez dans la section « Risques et incertitudes » de plus amples renseignements sur les risques pouvant faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon notable des résultats actuellement prévus.

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

*Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2006*

## Mesures financières non définies par les PCGR

La Société présente ses résultats financiers selon les PCGR. Toutefois, la présente analyse renferme également des mesures financières qui ne sont pas définies par les PCGR, soit :

1. le bénéfice avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques, intérêts sur la dette à long terme, autres revenus – nets, gain sur la vente d'un placement dans une société satellite et bénéfice tiré d'une société satellite, gain sur la vente d'actifs, impôts sur les bénéfices et bénéfice net provenant des activités abandonnées (« BAIL ajusté »);
2. le bénéfice net tiré des activités poursuivies avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques.

La direction de CGI utilise le BAIL ajusté pour évaluer le rendement de notre exploitation car cet indicateur nous renseigne sur l'efficacité de nos activités, du point de vue de l'exploitation. On trouvera à la page 14 un rapprochement de cet élément avec sa mesure la plus proche selon les PCGR.

La direction utilise le bénéfice net tiré des activités poursuivies avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques pour mesurer le rendement de notre exploitation en excluant l'effet des activités de réorganisation. On trouvera à la page 16 un rapprochement de cet élément avec sa mesure la plus proche selon les PCGR.

Ces mesures étant des indicateurs supplémentaires du rendement de la Société, la direction estime qu'elles fournissent une information utile aux investisseurs sur sa situation financière et ses résultats d'exploitation. Elles procurent également aux investisseurs des indicateurs de rendement qui leur permettent de comparer les résultats des périodes sans tenir compte des éléments exclus. Ces mesures non définies par les PCGR n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et sont donc difficilement comparables aux mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Elles doivent être considérées comme des données supplémentaires ne remplaçant pas les renseignements financiers préparés selon les PCGR.

## Nos activités

CGI, dont le siège social est situé à Montréal au Canada, mise sur un modèle éminemment souple et efficient de prestation des services pour fournir à des clients du monde entier un éventail complet de services en technologies de l'information (« TI ») et en gestion des processus d'affaires (« GPA »). Le modèle de prestation des services de la Société lui permet de dispenser ses services dans les bureaux de ses clients ou à distance, par l'entremise de l'un de ses centres d'excellence situés en Amérique du Nord, en Europe et en Inde. Nous possédons aussi des solutions d'affaires avancées qui nous aident à tisser des liens durables avec nos clients. Nous subdivisons généralement nos services en fonction des trois catégories ci-dessous.

- Services-conseils – CGI fournit une gamme complète de services de consultation en TI et en gestion, y compris dans les domaines de la transformation des affaires, de la planification stratégique des TI, de l'ingénierie des processus d'affaires et de l'architecture de systèmes.
- Intégration de systèmes – CGI intègre et adapte des technologies et des applications logicielles de pointe afin de créer des systèmes informatiques qui répondent aux besoins stratégiques de ses clients.

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

*Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2006*

- Gestion de fonctions informatiques et d'affaires (impartition) – Nos clients nous délèguent la responsabilité totale ou partielle de leurs fonctions informatiques et de leurs processus d'affaires afin de réaliser des économies substantielles et d'avoir accès aux meilleures technologies de l'information tout en conservant la maîtrise de leurs stratégies en ces domaines. Dans le cadre de ce type d'entente, nous mettons en œuvre nos processus de qualité ainsi que nos pratiques exemplaires afin de rehausser l'efficacité des entreprises clientes. En plus d'intégrer les activités des clients à notre réseau technologique, nous pouvons embaucher les informaticiens et les autres professionnels spécialisés qui étaient jusque-là à leur emploi, permettant ainsi aux entreprises clientes de se concentrer sur leur mission fondamentale. Les services fournis dans le cadre d'un contrat d'impartition peuvent englober un ou plusieurs des aspects suivants : le développement et l'intégration de nouveaux projets et de nouvelles applications; la maintenance et le soutien d'applications; la gestion des technologies (informatique d'entreprise et d'utilisateurs, services réseau); le traitement de transactions et la gestion de processus d'affaires pour des institutions financières et d'autres services tels que la gestion des services de paie et la gestion des documents pour des clients de secteurs variés. Les contrats d'impartition, qui durent généralement de cinq à dix ans, sont habituellement renouvelables.

Nous subdivisons nos activités en deux secteurs d'affaires (outre notre unité des services corporatifs) : les services en TI et les services en gestion des processus d'affaires. Les paragraphes qui suivent présentent les principales activités de ces deux secteurs.

- Le secteur des services en TI propose à des clients d'Amérique du Nord, d'Europe et d'Asie-Pacifique un éventail complet de services en TI, y compris l'intégration de systèmes, les services-conseils et les services d'impartition. Nos centres d'excellence en Amérique du Nord, en Europe et en Inde fournissent également des services en technologies de l'information et en gestion des processus d'affaires à nos clients du monde entier dans le cadre de notre modèle de prestation des services axé sur l'utilisation optimale des ressources humaines et matérielles à l'intérieur du pays, sur le continent et outre-mer.
- Le secteur des services en gestion des processus d'affaires gère des processus d'affaires pour le secteur des services financiers et fournit d'autres services tels que des services en gestion de la paie et des documents.

## Contexte concurrentiel

Notre contexte concurrentiel ne s'est pas modifié de manière notable depuis le 30 septembre 2005. Veuillez consulter notre rapport annuel 2005 pour obtenir des précisions à ce sujet.

## Variations trimestrielles

Certains facteurs entraînent des variations trimestrielles qui ne sont pas forcément révélatrices de nos résultats futurs. Veuillez consulter notre rapport trimestriel au 31 mars 2006 pour obtenir des précisions à ce sujet.

## Aperçu du trimestre

Les produits enregistrés au troisième trimestre de l'exercice 2006 ont été inférieurs aux produits réalisés au troisième trimestre de l'exercice 2005. Cet écart est dû aux variations des taux de change, qui ont eu une incidence négative de 38,2 millions \$ sur les produits totaux de la Société au troisième trimestre 2006, et au fait que les produits émanant du principal client de l'entreprise, BCE, ont fléchi de 40,1 millions \$

## Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

*Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2006*

comparativement au troisième trimestre de l'exercice 2005. Par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2006, les fluctuations des taux de change ont diminué les produits de 7,9 millions \$, tandis que les produits attribuables à BCE ont augmenté de 5,3 millions \$.

Le bénéfice net tiré des activités poursuivies avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques s'est chiffré à 46,4 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice 2006, comparativement à 34,8 millions \$ au trimestre précédent et à 56,6 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice 2005.

Le bénéfice net tiré des activités poursuivies a totalisé 35,9 millions \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2006, alors qu'il s'était situé à 14,1 millions \$ au deuxième trimestre et à 56,6 millions au même trimestre de l'exercice 2005.

Le bénéfice de base et dilué par action avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques s'est élevé à 0,14 \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2006, par rapport à 0,10 \$ au trimestre précédent et à 0,13 \$ au troisième trimestre de l'exercice 2005.

Le bénéfice de base et dilué par action s'est établi à 0,11 \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2006, comparativement à 0,04 \$ pour le deuxième trimestre du même exercice et à 0,13 \$ au troisième trimestre de l'exercice 2005.

Sur le plan de l'exploitation, au cours du troisième trimestre de son exercice 2006, CGI a surtout mis l'accent sur le maintien des produits et l'amélioration parallèle de la rentabilité, tel qu'indiqué dans son plan d'action annoncé le 29 mars 2006. Dans ce contexte, des charges avant impôts de 15,0 millions \$ liées aux indemnités de départ et aux mesures connexes ont été comptabilisées au troisième trimestre, portant à 46,3 millions \$ les charges attribuables au programme jusqu'ici. La Société prévoit comptabiliser le solde des charges associées à ce programme, soit environ 44 millions \$, d'ici la fin de l'année civile 2006, et s'attend toujours à récupérer les coûts totaux du programme en un an.

Les activités d'exploitation de la Société continuent à dégager de robustes flux de trésorerie. Ainsi, au troisième trimestre de l'exercice 2006, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont totalisé 108,3 millions \$, comparativement à 82,0 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice 2006. De plus, la Société a diminué sa dette à long terme totale, qui est passée de 962,2 millions \$ à la fin de mars 2006 à 810,7 millions \$ à la fin de juin 2006. À la fin du troisième trimestre, CGI disposait d'espèces et quasi-espèces totalisant 154,5 millions \$ et sa dette à long terme nette se situait à 656,2 millions \$.

### Nouveaux contrats, élargissements et renouvellements de contrats

Voici un échantillon de certains des nouveaux contrats, des élargissements et des renouvellements de contrats dont CGI a annoncé la signature au cours du troisième trimestre de l'exercice 2006.

- Le 5 avril : contrats totalisant 100 millions \$US sur 7 ans visant l'acquisition de la solution d'entreprise intégrée AMS Advantage<sup>MD</sup> par des gouvernements locaux de première importance. La ville de New York s'est engagée à déployer la plus récente version d'AMS Advantage<sup>MD</sup>, qui servira d'assise à ses systèmes intégrés de gestion financière et de contrôle budgétaire. Le comté de Wake, en

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

*Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2006*

Caroline du Nord, a également choisi AMS Advantage pour soutenir ses systèmes de gestion des ressources humaines, des finances et des budgets.

- Le 6 avril : contrat d'impartition des TI d'une valeur de 130 millions \$ sur 10 ans avec le Cirque du Soleil. CGI assurera l'exploitation et le soutien de l'évolution de l'infrastructure et des applications dont le Cirque du Soleil se sert à l'échelle internationale.
- Le 11 avril : contrat de 7 ans d'une valeur de 45 à 75 millions \$US en vertu duquel CGI fournira des services de gestion des contrats et de la comptabilité à Universal Insurance of North America.
- Le 24 avril : contrat d'une valeur de 50 millions \$ prolongeant de 2 ans notre entente avec la Caisse de dépôt et placement du Québec. Les services compris dans cette entente incluent notamment la gestion de l'infrastructure, la production, le centre d'appel « guichet unique », le soutien bureautique, l'entretien d'un grand nombre d'applications d'affaires ainsi que le développement et l'intégration de solutions.
- Le 7 juin : contrat d'une durée de 2 ans et demi et d'une valeur de 10 millions \$US avec la ville et le comté de Honolulu. CGI intégrera sa solution Web AMS Advantage<sup>MD</sup>, afin de centraliser et soutenir les processus et systèmes essentiels de gestion des finances et des ressources humaines du client tels que le grand livre, les comptes créditeurs, les achats, les immobilisations, la paie et des services connexes.

## Acquisition

Le 1<sup>er</sup> juin 2006, CGI a acquis Plaut Consulting SAS (« Plaut »), une société de conseil en management et en technologie regroupant environ 120 professionnels. Appartenant jusque-là à des intérêts privés, cette société établie à Paris était surtout reconnue pour sa maîtrise du déploiement des solutions SAP et pour ses services d'accompagnement des projets de transformation organisationnelle et technologique entrepris par ses clients partout dans le monde.

## Rachat d'actions

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2006, CGI n'a racheté aucune de ses actions subalternes classe A en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

## Bons de souscription

Le 6 avril 2006, BCE Inc. a exercé ses bons de souscription pour 3 131 236 actions avec droit de vote subalternes classe A de CGI au prix de 6,55 \$ l'action. BCE Inc. avait reçu ses bons de souscription en vertu des droits de préemption accordés selon la convention des actionnaires de CGI qui a pris fin le 12 janvier 2006. Le 28 avril 2006, les détenteurs d'actions classe B de CGI ont exercé leurs bons de souscription de 435 991 actions classe B de CGI au prix de 6,55 \$ l'action. Ces bons de souscription sont reliés aux bons de souscription que La Fédération des caisses Desjardins du Québec (« Desjardins ») avait exercés au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2006 et qui avaient été émis dans le cadre du contrat d'impartition d'une durée de 10 ans signé en 2001 avec Desjardins.

Au 30 juin 2006, la Société n'avait aucun bon de souscription en suspens.

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2006

## Principaux indicateurs de performance

Le tableau qui suit présente l'évolution de certains des principaux indicateurs trimestriels de performance de la Société. Ces indicateurs font constamment l'objet d'un suivi, d'une évaluation et d'un étalonnage par rapport à un groupe de sociétés comparables à CGI à l'échelle mondiale.

	<b>Trois mois terminés le 30 juin 2006</b>	Trois mois terminés le 31 mars 2006	Trois mois terminés le 31 décembre 2005	Trois mois terminés le 30 septembre 2005	Trois mois terminés le 30 juin 2005
Carnet de commandes <sup>1</sup> (en millions de dollars)	<b>13 303</b>	13 686	12 901	12 863	12 934
Nouveaux contrats signés (en millions de dollars)	<b>787</b>	1 746	1 002	666	1 025
Produits				Retraité	Retraité
Variation des produits par rapport au même trimestre de l'exercice antérieur, avant effet des variations des taux de change	<b>-3,4 %</b>	-2,4 %	-1,3 %	-	14,8 %
Rentabilité					
Marge du BAII ajusté	<b>9,0 %</b>	7,2 %	8,8 %	9,9 %	9,6 %
Marge du bénéfice net	<b>4,1 %</b>	1,6 %	6,3 %	6,2 %	6,2 %
Marge du bénéfice net avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	<b>5,4 %</b>	4,0 %	6,3 %	6,2 %	6,2 %
Bénéfice par action tiré des activités poursuivies (en dollars)	<b>0,11</b>	0,04	0,13	0,13	0,13
Bénéfice par action avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques (en dollars)	<b>0,14</b>	0,10	0,13	0,13	0,13
Flux de trésorerie dégagés et structure financière					
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies (en milliers de dollars)	<b>108 309</b>	82 022	63 374	121 740	188 503
Délai moyen de recouvrement des créances <sup>2</sup>	<b>48</b>	50	50	48	47
Ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme <sup>3</sup>	<b>25,5 %</b>	28,2 %	-	0,3 %	1,7 %

1 – Le carnet de commandes tient compte des nouveaux contrats, des élargissements et des renouvellements signés au cours du trimestre considéré, ainsi que des modifications de volumes, annulations et fluctuations des taux de change ayant eu pour effet de modifier pendant le trimestre les contrats en vigueur au début du trimestre; il exclut les travaux qui figuraient sur le carnet de commandes au début du trimestre mais avaient été exécutés à la fin du trimestre. Le calcul du carnet de commandes incorpore des estimations de la direction qui peuvent être modifiées de temps à autre.

2 – On calcule le délai moyen de recouvrement des créances en soustrayant les produits reportés et les crédits d'impôt à recevoir de la somme des débiteurs et des travaux en cours, puis en divisant le résultat de cette opération par la moyenne des produits quotidiens au cours du trimestre, qui correspond aux produits totaux divisés par 90 jours.

3 – Le ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme représente l'importance relative de la dette à long terme, déduction faite des espèces et quasi-espèces, par rapport à la somme des capitaux propres et de la dette à long terme.



# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2006

## Résultats financiers

### Variation des produits

	Trois mois terminés le 30 juin 2006	Trois mois terminés le 30 juin 2005	Neuf mois terminés le 30 juin 2006	Neuf mois terminés le 30 juin 2005
	\$	\$	\$	\$
		Retraité		Retraité
Produits <i>(en milliers de dollars)</i>	<b>866 504</b>	936 394	<b>2 631 803</b>	2 781 146
Variation avant effet des variations des taux de change	<b>-3,4 %</b>	14,8 %	<b>-2,4 %</b>	29,2 %
Effet des variations des taux de change	<b>-4,1 %</b>	-3,6 %	<b>-3,0 %</b>	-3,5 %
Variation par rapport à la même période de l'exercice antérieur	<b>-7,5 %</b>	11,2 %	<b>-5,4 %</b>	25,7 %

Pour les périodes de trois et de neuf mois terminées le 30 juin 2006, la diminution des produits avant effet des variations des taux de change résulte surtout de la baisse des produits émanant des sociétés de la famille BCE Inc. (« BCE ») au cours des deux derniers trimestres, de notre retrait graduel ou total de certains contrats qui ne respectaient pas nos cibles de rentabilité ainsi que de la vente de nos actifs de commutation électronique en décembre 2005. Les nouveaux contrats que des clients établis ou nouveaux nous ont octroyés et les acquisitions réalisées pendant ces périodes ont toutefois atténué l'effet de ces facteurs.

## Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2006

### Produits selon les secteurs d'affaires

	Trois mois terminés le 30 juin 2006	Trois mois terminés le 30 juin 2005	Variation	Neuf mois terminés le 30 juin 2006	Neuf mois terminés le 30 juin 2005	Variation
<i>(en milliers de dollars)</i>	\$	\$ Retraité	%	\$	\$ Retraité	%
Services en TI – avant effet des variations des taux de change	<b>798 235</b>	825 051	(3,3)	<b>2 390 155</b>	2 447 507	(2,3)
Effet des variations des taux de change	<b>(34 129)</b>	-	(4,1)	<b>(75 347)</b>	-	(3,1)
Services en TI	<b>764 106</b>	825 051	(7,4)	<b>2 314 808</b>	2 447 507	(5,4)
Services en GPA – avant effet des variations des taux de change	<b>106 515</b>	111 343	(4,3)	<b>325 197</b>	333 639	(2,5)
Effet des variations des taux de change	<b>(4 117)</b>	-	(3,7)	<b>(8 202)</b>	-	(2,5)
Services en GPA	<b>102 398</b>	111 343	(8,0)	<b>316 995</b>	333 639	(5,0)
Produits	<b>866 504</b>	936 394	(7,5)	<b>2 631 803</b>	2 781 146	(5,4)

La Société œuvre dans deux secteurs d'affaires structurés en fonction du modèle mondial dont nous nous servons pour réaliser les mandats que nos clients nous confient en TI et en gestion des processus d'affaires. Nous gérons nos activités, évaluons le rendement de chaque secteur et présentons nos résultats sectoriels en fonction de cette subdivision. (Voir la note 9 des états financiers consolidés pour les périodes de trois et de neuf mois terminées le 30 juin 2006.)

En devises constantes, les produits attribuables au segment des services en TI ont diminué pendant les périodes de trois et de neuf mois terminées le 30 juin 2006, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice antérieur, en conséquence de la baisse des produits émanant de BCE et de notre retrait graduel ou total de certains contrats qui ne respectaient pas nos cibles de rentabilité. Les nouveaux contrats que des clients établis ou nouveaux nous ont octroyés et les acquisitions réalisées pendant la période ont toutefois atténué l'effet de ces facteurs.

En devises constantes, les produits dégagés par le segment des services en gestion des processus d'affaires ont fléchi pendant les périodes de trois et de neuf mois terminées le 30 juin 2006, comparativement aux mêmes périodes de l'exercice 2005, à la suite de la vente de nos actifs de commutation électronique, en décembre 2005, et de la résiliation d'un contrat qui ne correspondait pas à nos normes de rentabilité.

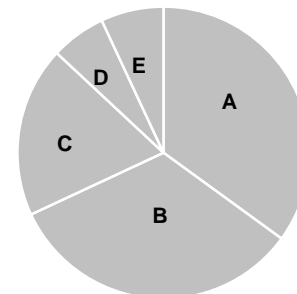
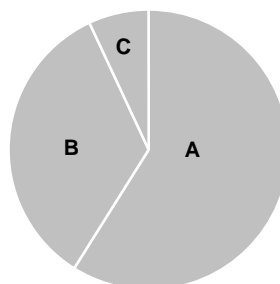
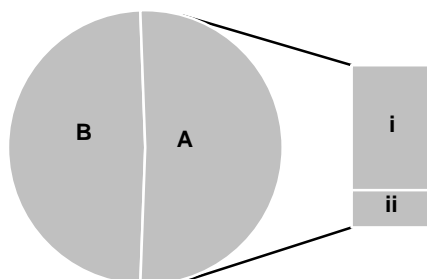
# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2006

Néanmoins, la croissance des produits attribuables à des contrats en cours et les nouveaux contrats obtenus aux États-Unis, dans le secteur des gouvernements et des services de santé, ont amoindri la baisse des produits.

## Répartition des produits

Les graphiques qui suivent fournissent des renseignements supplémentaires sur la répartition de nos produits.



Types de contrats	Origine géographique des clients	Secteurs ciblés
<p>A. Gestion des TI et des processus d'affaires (impartition)</p> <p>i) Services en TI 40 %</p> <p>ii) Services en gestion des processus d'affaires 11 %</p> <p>B. Intégration de systèmes et services-conseils 49 %</p>	<p>A. Canada 59 %</p> <p>B. États-Unis 34 %</p> <p>C. Europe et Asie Pacifique 7 %</p>	<p>A. Services financiers 35 %</p> <p>B. Gouvernements et services de santé 33 %</p> <p>C. Télécommunications et services publics 19 %</p> <p>D. Distribution et détail 6 %</p> <p>E. Secteur manufacturier 7 %</p>

## Produits émanant de BCE

Notre principal client, le groupe BCE Inc., a fourni 11,3 % de nos produits totaux au troisième trimestre de 2006, comparativement à 14,7 % au même trimestre de l'exercice antérieur.

## Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2006

### Charges

	Trois mois terminés le 30 juin 2006	Trois mois terminés le 30 juin 2005	Variation	Neuf mois terminés le 30 juin 2006	Neuf mois terminés le 30 juin 2005	Variation
<i>(en milliers de dollars)</i>	\$	\$ Retraité	%	\$	\$ Retraité	%
Coûts des services et des frais de vente et d'administration <i>En pourcentage des produits</i>	<b>746 395</b> <b>86,1 %</b>	802 312 85,7 %	(7,0)	<b>2 282 948</b> <b>86,7 %</b>	2 389 639 85,9 %	(4,5)
Vente de droit <i>En pourcentage des produits</i>	-	(11 000) -1,2 %		-	(11 000) -0,4 %	
Amortissement						
Immobilisations	<b>7 573</b>	10 342	(26,8)	<b>25 512</b>	32 678	(21,9)
Coûts liés à des contrats relativement aux coûts de transition	<b>4 055</b>	3 427	18,3	<b>12 044</b>	10 689	12,7
Actifs incorporels à durée de vie limitée	<b>30 839</b>	31 539	(2,2)	<b>91 087</b>	92 821	(1,9)
Dépréciation des coûts liés à des contrats et des actifs incorporels à durée de vie limitée	-	9 601		<b>997</b>	9 601	(89,6)
Charges d'amortissement totales	<b>42 467</b>	54 909	(22,7)	<b>129 640</b>	145 789	(11,1)

Pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 30 juin 2006, la variation des coûts des services et frais de vente et d'administration résulte principalement du programme de renforcement de la situation concurrentielle mis en place au cours du dernier trimestre dans le but de diminuer les coûts.

Le fléchissement des charges d'amortissement est surtout lié à une charge de dépréciation 9,6 millions \$ effectué pendant le troisième trimestre de l'exercice 2005 et touchant certains coûts liés à des contrats et certaines solutions d'affaires de notre unité responsable des caisses d'économie canadiennes. L'amortissement de coûts liés à des contrats relativement aux coûts de transition a néanmoins atténué l'effet de ce facteur.

## Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2006

### BAIL ajusté selon les secteurs d'affaires

	Trois mois terminés le 30 juin 2006	Trois mois terminés le 30 juin 2005	Variation	Neuf mois terminés le 30 juin 2006	Neuf mois terminés le 30 juin 2005	Variation
<i>(en milliers de dollars)</i>	\$	\$	%	\$	\$	%
		Retraité			Retraité	
Services en TI	<b>85 572</b> 11,2 %	92 268 11,2 %	(7,3)	<b>241 040</b> 10,4 %	266 590 10,9 %	(9,6)
Services en GPA	<b>13 178</b> 12,9 %	20 868 18,7 %	(36,9)	<b>38 598</b> 12,2 %	54 152 16,2 %	(28,7)
Siège social	<b>(21 108)</b> -2,4 %	(22 963) -2,5 %	(8,1)	<b>(60 423)</b> -2,3 %	(64 024) -2,3 %	(5,6)
BAIL ajusté	<b>77 642</b>	90 173	(13,9)	<b>219 215</b>	256 718	(14,6)
Marge du BAIL ajusté	<b>9,0 %</b>	9,6 %		<b>8,3 %</b>	9,2 %	

La variation du BAIL ajusté des services en TI, entre les périodes de trois et neuf mois terminées le 30 juin 2006 et les périodes correspondantes de l'exercice 2005, résulte principalement du fait que le volume de travail reçu de BCE a été inférieur aux prévisions au cours des deux derniers trimestres. Cette variation a cependant été atténuée par les travaux additionnels que des clients établis ou nouveaux nous ont confiés, ainsi que par les économies résultant du programme de renforcement de notre situation concurrentielle instauré en mars 2006.

Pour les services en GPA, la variation du BAIL ajusté, entre les périodes de trois et neuf mois terminées le 30 juin 2006 et les périodes correspondantes de l'exercice 2005, témoigne également d'un gain non récurrent associé à nos activités dans le secteur des caisses d'économie ainsi que des coûts que nous continuons à engager pour développer une solution destinée au secteur du courtage.

Les économies réalisées dans le cadre du plan d'action que la Société met présentement en œuvre expliquent la majeure partie de la baisse des dépenses et des coûts des programmes du siège social pour les périodes de trois et de neuf mois terminées le 30 juin 2006.

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2006

## Bénéfice tiré des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices

Le tableau ci-dessous fournit, pour les périodes indiquées, un rapprochement entre notre BAII ajusté et le bénéfice tiré des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices, qui est présenté conformément aux PCGR au Canada.

	<b>Trois mois terminés le 30 juin 2006</b>	Trois mois terminés le 30 juin 2005	Variation	<b>Neuf mois terminés le 30 juin 2006</b>	Neuf mois terminés le 30 juin 2005	Variation
(en milliers de dollars)	\$	\$	%	\$	\$	%
BAII ajusté <i>Marge du BAII ajusté</i>	<b>77 642</b> <i>9,0 %</i>	90 173 <i>9,6 %</i>	(13,9)	<b>219 215</b> <i>8,3 %</i>	256 718 <i>9,2 %</i>	(14,6)
Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	<b>15 020</b>	-		<b>46 335</b>	-	
Dépenses d'intérêts						
Intérêts sur la dette à long terme	<b>13 146</b>	5 228	151,4	<b>29 852</b>	19 207	55,4
Autres revenus, nets	<b>(2 193)</b>	(1 499)	42,3	<b>(5 804)</b>	(5 646)	21,9
Intérêts nets	<b>10 953</b>	3 729	193,7	<b>24 048</b>	13 561	77,3
Gain à la vente et participation dans un placement dans une société satellite	-	-		-	(4 537)	
Gain sur la vente d'actifs	-	-		<b>(10 475)</b>	-	
Bénéfice tiré des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices	<b>51 669</b>	86 444	(40,2)	<b>159 307</b>	247 694	(35,7)

## Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2006, dans le cadre du programme visant à renforcer notre situation concurrentielle annoncé le 29 mars 2006, toutes les unités d'affaires de même que les services corporatifs ont fait l'objet d'une analyse très détaillée. Des charges avant impôts de 15,0 millions \$ liées aux indemnités de départ ainsi qu'au regroupement et à la fermeture de certains bureaux ont été comptabilisées au cours du troisième trimestre, portant à 46,3 millions \$ les charges de cette nature qui ont été constatées depuis le début de l'exercice. La Société prévoit comptabiliser le solde des charges associées à ce programme, soit environ 44,0 millions \$, d'ici la fin de l'année civile 2006, et s'attend à récupérer les coûts totaux du programme en un an. Ces montants tiennent compte de la contribution maximum de 10,0 millions \$ (3,9 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice 2006, 7,9 millions \$ pour les neuf mois terminés le 30 juin 2006) de BCE aux indemnités de départ, prévue en vertu des conventions commerciales modifiées liant BCE et CGI. Au 30 juin 2006, environ 850 postes avaient été abolis depuis le début du programme.

## Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2006

Le tableau suivant présente la ventilation des frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques qui ont été comptabilisés dans l'état des résultats pour la période de neuf mois terminée le 30 juin 2006.

	Cessations d'emploi	Consolidation et fermeture d'installations	Total
<i>(en milliers de dollars)</i>	\$	\$	\$
Services en TI	42 812	4 296	47 108
Services en GPA	2 193	215	2 408
Siège social	2 759	1 984	4 743
Contribution de BCE Inc.	(7 924)	-	(7 924)
<b>Frais totaux de réorganisation liés à des éléments spécifiques</b>	<b>39 840</b>	<b>6 495</b>	<b>46 335</b>

### Intérêts débiteurs

L'écart observé pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 30 juin 2006 résulte du fait que nous avons augmenté notre dette à long terme pour financer une partie du rachat d'actions de CGI détenues par BCE, annoncé pendant le premier trimestre de l'exercice 2006.

### Gain sur la vente d'un placement dans une société satellite et bénéfice tiré d'une société satellite

Au deuxième trimestre de l'exercice 2005, la société avait constaté un gain de 4,2 millions \$ lié à la vente de son placement dans Nexxlink Technologies Inc. ainsi qu'un bénéfice de 0,3 million \$ tiré d'une société satellite.

### Gain sur la vente d'actifs

Pendant la période de neuf mois terminée le 30 juin 2006, la Société a réalisé un gain de 10,5 millions \$ sur la vente, en décembre 2005, de ses actifs de commutation électronique.

### Impôts sur les bénéfices

La diminution des impôts sur les bénéfices pour les périodes de trois et de neuf mois terminées le 30 juin 2006, comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice 2005, résulte surtout des charges additionnelles avant impôts associées au programme de renforcement de la situation concurrentielle.

Le taux d'imposition s'est établi à 30,4 % au troisième trimestre de l'exercice 2006, comparativement à 34,5 % pour la même période un an plus tôt. La diminution du taux d'imposition est liée surtout à la baisse des taux d'imposition qui a été promulguée le 22 juin 2006 et commencera à prendre effet en 2008 au Canada; elle est aussi due au fait que la répartition de nos bénéfices a changé, à l'échelle mondiale, et à l'incidence des bénéfices provenant de nos placements dans nos filiales.

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2006

## Bénéfice

Le tableau ci-dessous comprend un rapprochement entre le bénéfice net tiré des activités poursuivies avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques d'une part, et le bénéfice net tiré des activités poursuivies présenté conformément aux PCGR au Canada d'autre part.

	<b>Trois mois terminés le 30 juin 2006</b>	Trois mois terminés le 30 juin 2005	Variation	<b>Neuf mois terminés le 30 juin 2006</b>	Neuf mois terminés le 30 juin 2005	Variation
<i>(en milliers de dollars à moins d'indication contraire)</i>	\$	\$	%	\$	\$	%
Bénéfice net tiré des activités poursuivies avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	<b>46 392</b>	56 621	(18,1)	<b>138 122</b>	163 283	(15,4)
<i>Marge du bénéfice net tiré des activités poursuivies avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques</i>	<b>5,4 %</b>	6,0 %		<b>5,2 %</b>	5,9 %	
Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	<b>15 020</b>	-		<b>46 335</b>	-	
Incidence fiscale des frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	<b>(4 572)</b>	-		<b>(15 214)</b>	-	
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	<b>35 944</b>	56 621	(36,5)	<b>107 001</b>	163 283	(34,5)
<i>Marge du bénéfice net tiré des activités poursuivies</i>	<b>4,1 %</b>	6,0 %		<b>4,1 %</b>	5,9 %	
Bénéfice net (perte nette) tiré(e) des activités abandonnées	-	1 138	(100,0)	-	(2 587)	(100,0)
Bénéfice net	<b>35 944</b>	57 759	(37,8)	<b>107 001</b>	160 696	(33,4)
<i>Marge du bénéfice net</i>	<b>4,1 %</b>	6,2 %		<b>4,1 %</b>	5,8 %	
Nombre moyen pondéré d'actions subalternes classe A et d'actions classe B en circulation	<b>338 714 368</b>	436 591 748	(22,4)	<b>371 656 027</b>	441 223 152	(15,8)
Bénéfice de base et dilué par action tiré des activités poursuivies avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques <i>(en dollars)</i>	<b>0,14</b>	0,13		<b>0,37</b>	0,37	
Bénéfice de base et dilué par action tiré des activités poursuivies <i>(en dollars)</i>	<b>0,11</b>	0,13		<b>0,29</b>	0,37	
Bénéfice de base et dilué par action <i>(en dollars)</i>	<b>0,11</b>	0,13		<b>0,29</b>	0,36	

La diminution du bénéfice net tiré des activités poursuivies entre les périodes de trois et de neuf mois terminées le 30 juin 2006 et les périodes correspondantes de l'exercice antérieur découle principalement des charges supplémentaires attribuables au plan d'action adopté



# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2006

récemment, des intérêts associés à la dette à long terme contractée pour financer en partie le rachat d'actions de CGI détenues par BCE et de la variation du BAII ajusté.

En raison du rachat d'actions, le nombre moyen pondéré d'actions de base en circulation à la fin du trimestre a diminué comparativement à la fin du même trimestre un an plus tôt.

La Société n'a abandonné aucune activité au cours du troisième trimestre de l'exercice 2006. Le gain de 1,1 million \$ constaté au troisième trimestre de l'exercice 2005 résultait en partie du règlement d'un litige associé à des activités abandonnées précédemment.

## Liquidités et ressources en capital

CGI finance sa croissance en combinant les flux de trésorerie tirés de ses activités d'exploitation à l'émission de dette, à l'utilisation de ses facilités de crédit ou à l'émission d'actions. L'un de nos principaux objectifs financiers est de maintenir un niveau optimal de liquidités en gérant activement nos actifs, nos passifs et nos flux de trésorerie.

Au 30 juin 2006, les espèces et quasi-espèces se chiffraient à 154,5 millions \$. Le tableau qui suit présente les points saillants des périodes de trois mois et de neuf mois terminées les 30 juin 2006 et 2005.

	<b>Trois mois terminés le 30 juin 2006</b>	Trois mois terminés le 30 juin 2005	<b>Neuf mois terminés le 30 juin 2006</b>	Neuf mois terminés le 30 juin 2005
<i>(en milliers de dollars)</i>				
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies	<b>108 309</b>	188 503	<b>253 705</b>	357 937
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement poursuivies	<b>(45 223)</b>	(2 250)	<b>(94 257)</b>	(53 657)
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement poursuivies	<b>(107 279)</b>	(121 067)	<b>(245 820)</b>	(294 910)
Effet des variations des taux de change sur les espèces et quasi-espèces des activités poursuivies	<b>697</b>	1 169	<b>407</b>	1 043
(Diminution) augmentation nette des espèces et quasi-espèces des activités poursuivies	<b>(43 496)</b>	66 355	<b>(85 965)</b>	10 413
Montant net des espèces et quasi-espèces provenant des activités abandonnées	-	2 747	-	990
(Diminution) augmentation nette des espèces et quasi-espèces	<b>(43 496)</b>	69 102	<b>(85 965)</b>	11 403

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

*Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2006*

## Activités d'exploitation

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies ont diminué de 80,2 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice 2006, par rapport au même trimestre un an plus tôt, en raison du fléchissement de la rentabilité (20,7 millions \$) et des paiements liés au programme de restructuration (15,0 millions \$), conjugués au moment auquel les crédits d'impôts nous avaient été versés l'an dernier (28,4 millions \$).

## Activités d'investissement

La variation de 43,0 millions \$ des activités d'investissement poursuivies est surtout liée à la somme de 13,1 millions \$ dépensée pour acquérir Plaut Consulting SAS et à la non récurrence des produits ayant résulté l'an dernier de la résiliation anticipée d'un contrat (15,3 millions \$) et de la vente de droits (11,0 millions \$).

Au troisième trimestre de l'exercice 2006, les activités d'investissement ont aussi compris l'acquisition d'actifs incorporels à durée de vie limitée et d'autres actifs à long terme d'une valeur de 16,9 millions \$, l'achat d'immobilisations d'une valeur de 5,1 millions \$ et des coûts liés à des contrats totalisant 9,4 millions \$. La majeure partie de nos investissements dans les actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme a été consacrée à des solutions d'affaires (9,5 millions \$) et à l'achat de licences d'utilisation des logiciels que nous fournissons aux clients de nos services d'impartition (2,6 millions \$). Les sommes investies dans les immobilisations sont surtout liées à l'amélioration des bureaux utilisés pour servir les grands clients de nos services d'impartition. Les coûts liés à des contrats englobent principalement les coûts de démarrage de certains contrats d'impartition.

Nous avons aussi engagé des frais de recherche de 6,9 millions \$, incorporés à nos coûts des services et frais de vente et d'administration. Les frais de recherche servent à explorer des possibilités d'application des nouvelles technologies, ou encore à imaginer, sur le plan conceptuel, des prototypes ou des processus novateurs susceptibles de mener à des solutions utiles pour les clients établis ou nouveaux. Les frais de recherche et de développement bruts combinés ont totalisé 16,4 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice 2006, comparativement à 21,9 millions \$ au même trimestre de l'exercice précédent.

## Activités de financement

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement poursuivies ont diminué de 13,8 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice 2006, par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2005, à la suite surtout d'une diminution de 39,4 millions \$ des remboursements affectés aux facilités de crédit. L'incidence de ce facteur a été amoindrie par les produits de 25,1 millions \$ associés à l'exercice de bons de souscription et d'options sur actions au cours du trimestre, ainsi que par le montant de 26,4 millions \$ dépensé dans le cadre du programme de rachat d'actions au troisième trimestre de l'exercice antérieur.

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2006

## Ressources en capital

	Engagement total	Disponibles au 30 juin 2006	Prélevées au 30 juin 2006
<i>(en milliers de dollars)</i>	\$	\$	\$
Espèces et quasi-espèces	-	154 494	-
Facilités de crédit renouvelables non garanties <sup>1</sup>	1 000 000	381 573	618 427 <sup>2</sup>
Marges de crédit et autres facilités <sup>1</sup>	31 123	31 123	-
<b>Total</b>	<b>1 031 123</b>	<b>567 190</b>	<b>618 427 <sup>2</sup></b>

1 – À l'exclusion de toute facilité de crédit qui pourrait être détenue par des entités dont CGI n'est pas l'actionnaire majoritaire.

2 – Se compose de la portion utilisée des facilités de crédit et de lettres de crédit.

Notre situation de trésorerie et nos marges de crédit bancaires suffisent au financement de notre stratégie de développement. Au 30 juin 2006, les espèces et quasi-espèces se chiffraient à 154,5 millions \$ et les facilités de crédit disponibles totalisaient 412,7 millions \$. Les quasi-espèces comprennent généralement des effets de commerce, des fonds du marché monétaire et des dépôts à terme, ainsi que des acceptations bancaires et des billets de dépôt au porteur émis par les grandes banques canadiennes.

La dette à long terme totale a diminué de 151,5 millions \$ au cours du trimestre pour s'établir à 810,7 millions \$ au 30 juin 2006 comparativement à 962,2 millions \$ au 31 mars 2006. La diminution est surtout attribuable au remboursement d'une tranche de 129,4 millions \$ de nos facilités de crédit et à la variation des taux de change des devises étrangères par rapport à la devise canadienne.

La Société retire des portions de ses facilités de crédit bancaires de 1,0 milliard \$ pour répondre aux besoins courants de l'exploitation et du fonds de roulement ainsi qu'aux besoins de financement associés aux acquisitions et aux contrats d'impartition. L'entente qui sous-tend les facilités de crédit comprend une tranche canadienne d'une valeur de 850,0 millions \$ et une tranche américaine d'une valeur équivalant à 150,0 millions \$. Au 30 juin 2006, une somme de 381,6 millions \$ était disponible dans le cadre de cette entente. D'une durée de 5 ans, l'entente de crédit prendra fin en décembre 2009. Nous avons accès, en outre, à une marge de crédit remboursable à vue de 25,0 millions \$, aux fins de gestion de trésorerie, et à d'autres facilités totalisant 6,1 millions \$. Les ententes de crédit à long terme sont assorties de dispositions nous obligeant à maintenir certains ratios financiers. Le 21 avril 2006, nous avons obtenu que les définitions et les modes de calcul des ratios soient modifiés afin de tenir compte des effets du plan d'action visant à renforcer notre situation concurrentielle. Sur la même base, nous avons modifié notre entente visant des billets de premier rang US non garantis. Au 30 juin 2006, CGI respectait les ratios financiers prescrits en vertu de ses ententes de crédit.

Nous révisons constamment nos stratégies de gestion de la trésorerie et de financement afin d'optimiser l'utilisation des fonds dégagés par l'exploitation. Si des ressources financières additionnelles étaient nécessaires, la Société aurait la flexibilité de modifier la structure financière actuelle.

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2006

## Obligations contractuelles

Nous assumons des obligations contractuelles assorties de dates d'échéance variées et visant principalement la location de bureaux, la location de matériel informatique utilisé dans le cadre de contrats d'impartition et des ententes de service à long terme. Exception faite des légères fluctuations susceptibles de se produire dans le cours normal des activités, la valeur de ces engagements n'a pas changé de façon importante depuis le dernier trimestre.

## Indicateurs de la situation de trésorerie et des ressources en capital

	Au 30 juin 2006	Au 30 juin 2005
Ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme	25,5 %	1,7 %
Délai moyen de recouvrement des créances ( <i>en jours</i> )	48	47
Rendement du capital investi <sup>1</sup>	7,0 %	8,4 %

1 – Le taux de rendement du capital investi représente le BAII ajusté après impôts et frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques des quatre derniers trimestres divisé par la moyenne du capital investi (la somme de l'avoir des actionnaires et de la dette moins les espèces et quasi-espèces) au cours des quatre derniers trimestres.

Le ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme a augmenté, par rapport au même trimestre de l'exercice 2005, en raison de la dette supplémentaire contractée pendant le deuxième trimestre de l'exercice 2006 afin de racheter les actions de CGI détenues par BCE.

Le délai moyen de recouvrement des créances s'est situé à 48 jours au 30 juin 2006, soit un jour de plus qu'au 30 juin 2005, en conséquence surtout de la baisse des produits et de la diminution parallèle des paiements que les clients de nos services d'impartition ont versé à l'avance.

La diminution du taux de rendement du capital investi résulte des frais de réorganisation et de la baisse du volume de travail émanant des entreprises de la famille BCE.

## Instruments financiers

La Société a périodiquement recours à divers instruments financiers pour gérer le risque lié à la fluctuation des taux de change. Elle ne détient ni n'émet d'instruments financiers aux fins de négociation. La Société a recours à des instruments financiers afin de couvrir l'investissement net dans ses filiales étrangères. Le gain ou la perte de change provenant de l'investissement net est comptabilisé à titre d'écart de conversion. Le gain ou la perte de change réalisé et non réalisé sur les instruments financiers qui couvrent l'investissement net est également comptabilisé à titre d'écart de conversion.

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

*Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2006*

## **Instruments de financement hors bilan et garanties**

Nous n'utilisons pas d'instruments de financement hors bilan sauf dans le cas des contrats de location-exploitation visant les bureaux, le matériel informatique et les véhicules. Conformément aux PCGR, ni les passifs liés à ces contrats ni les actifs sous-jacents ne sont constatés au bilan car les modalités des baux ne correspondent pas aux critères qui justifieraient leur capitalisation. Nous concluons des ententes en vertu desquelles nous fournissons à des tierces parties des engagements liés à notre performance opérationnelle ou financière dans le cadre de la vente d'actifs, de garanties accordées lors de cessions d'entreprises et de contrats conclus avec le gouvernement américain.

Dans le cadre de ventes d'actifs ou de cessions d'entreprises, la Société peut être obligée de verser des remboursements ou des indemnités à des contreparties, par suite de violations de déclarations ou de garanties, d'atteinte à la propriété intellectuelle ou de poursuites intentées contre des tiers. Bien que plusieurs des ententes précisent une limite de responsabilité, totalisant globalement environ 108,5 millions \$, plusieurs ne stipulent aucun plafond ni durée limitée. Il est impossible d'estimer raisonnablement les montants maximaux qu'il pourrait être nécessaire de verser en vertu de telles garanties. Ces montants dépendent de la réalisation éventuelle d'événements dont la nature et la probabilité ne peuvent pas être déterminées à ce moment-ci. Au 30 juin 2006, aucun montant n'a été porté aux bilans consolidés relativement à ce type d'indemnité. La Société estime que l'obligation totale qui pourrait être engagée en relation avec ces garanties, le cas échéant, n'aurait pas un effet important sur ses résultats consolidés.

La Société s'est engagée à fournir des services dans le cadre de contrats avec le gouvernement des États-Unis. Ces contrats sont soumis à des exigences légales et réglementaires étendues et, de temps à autre, des agences du gouvernement américain enquêtent afin de s'assurer que la Société gère ses activités conformément à ces exigences. Généralement, le gouvernement peut modifier la portée de ces contrats ou y mettre fin à sa convenance. L'annulation ou la réduction de la portée d'un grand projet avec le gouvernement pourrait avoir des répercussions négatives importantes sur les résultats d'exploitation et sur la situation financière de la Société.

Dans le cours normal de nos activités, il peut arriver que nous fournissions à certains clients, principalement des entités gouvernementales, des cautionnements de soumissions et d'exécution. En règle générale, nous ne serions responsables du montant des cautionnements de soumissions que si nous refusons de réaliser les projets après que nos soumissions aient été acceptées. Nous serions également responsables du montant des cautionnements d'exécution en cas de défaut dans l'exécution de nos engagements. Au 30 juin 2006, nous avons émis des cautionnements en vigueur totalisant 112,1 millions \$. Nous croyons que nous nous conformons aux obligations d'exécution qui nous incombent en vertu de tous les contrats de services assortis de cautionnements de soumissions ou d'exécution auxquels nous sommes parties; nous estimons également que les charges totales que nous serions susceptibles d'assumer en raison de ces cautionnements, le cas échéant, n'auraient pas d'incidence importante sur nos résultats d'exploitation consolidés ni sur notre situation financière.

Par ailleurs, nous fournissons une garantie de 5,9 millions \$ sur la valeur résiduelle d'un bail comptabilisé en tant que contrat de location-exploitation, à l'échéance du bail.

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2006

## Opérations entre apparentés

Dans le cours normal de ses activités, CGI est partie à des contrats conclus avec Innovaposte, une coentreprise, en vertu desquels la Société en est le fournisseur privilégié pour ses besoins en TI. La Société exerce une influence notable sur les activités d'exploitation, de financement et d'investissement d'Innovaposte en raison de sa participation de 49 %. La portion de la compagnie des opérations et les soldes qui en découlent, constatés aux prix du marché, sont présentés dans le tableau qui suit.

	<b>Trois mois terminés le 30 juin 2006</b>	Trois mois terminés le 30 juin 2005	<b>Neuf mois terminés le 30 juin 2006</b>	Neuf mois terminés le 30 juin 2005
<i>(en milliers de dollars)</i>	\$	\$	\$	\$
Produits	<b>21 082</b>	29 609	<b>73 409</b>	87 953
Débiteurs	<b>8 487</b>	3 719	<b>8 487</b>	3 719
Travaux en cours	<b>2 043</b>	1 572	<b>2 043</b>	1 572
Charges payées d'avance et autres actifs à court terme	<b>1 309</b>	1 913	<b>1 309</b>	1 913
Coûts liés à des contrats	<b>16 864</b>	17 900	<b>16 864</b>	17 900
Créditeurs et charges à payer	-	218	-	218
Produits reportés	<b>1 388</b>	828	<b>1 388</b>	828

## Estimations comptables importantes

La note 2 des notes complémentaires des états financiers consolidés vérifiés au 30 septembre 2005 décrit les estimations comptables importantes que la Société utilise. La préparation des états financiers consolidés conformément aux PCGR au Canada exige que la direction fasse des estimations et établisse des hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actif et de passif inscrits, sur les renseignements fournis quant aux actifs et aux passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que sur les montants inscrits au titre des produits et des charges au cours de la période considérée. Étant donné que la production de l'information financière nécessite l'utilisation d'estimations, les résultats réels pourraient différer des résultats présentés.

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2006

Éléments sur lesquels les estimations ont une incidence	Bilans consolidés	États consolidés des résultats				
		Produits	Coûts des services et frais de vente et d'administration	Amortissement/ Radiation	Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	Impôts sur les bénéfices
Provision pour créances douteuses	X		X			
Écart d'acquisition	X			X		
Impôts sur les bénéfices	X					X
Créditeurs et charges à payer	X		X			
Constatation des produits	X <sup>1</sup>	X				
Coûts liés à des contrats	X	X		X		
Crédits d'impôt à l'investissement	X		X			
Dépréciation d'actifs à long terme	X			X		
Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	X				X	

1 – Débiteurs et travaux en cours

## Provision pour créances douteuses

La Société établit une provision pour créances douteuses quand elle estime que le recouvrement de sommes dues par des clients est improbable. La Société réexamine périodiquement sa provision pour créances douteuses à la lumière d'une analyse des comptes en souffrance individuels, de la ventilation chronologique des comptes clients, de son expérience historique des recouvrements et d'une évaluation de la solvabilité des clients. La faillite d'un client ou la présence de problèmes de trésorerie chez un client, l'existence d'un litige avec un client et l'appartenance d'un client à un secteur économique en difficulté font partie des indices signalant qu'un recouvrement est improbable.

## Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition est soumis à un test de dépréciation, au niveau de l'unité d'exploitation concernée, au moins une fois l'an et en cas d'événements ou de circonstances nouvelles risquant d'empêcher la Société de récupérer leur valeur comptable. Les tests de dépréciation nécessitent une comparaison entre la juste valeur et la valeur comptable de l'unité d'exploitation. L'estimation de la juste valeur d'une unité d'exploitation se fonde sur l'analyse des flux de trésorerie actualisés au moyen d'hypothèses importantes approuvées par la direction telles que les flux de trésorerie futurs, les prévisions relatives à la croissance, les valeurs finales et les taux d'actualisation. Des modifications importantes des estimations ou des hypothèses servant aux tests de dépréciation de l'écart d'acquisition n'auraient pas d'incidence sur les états consolidés des flux de trésorerie provenant de nos activités d'exploitation.

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

*Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2006*

## *Impôts sur les bénéfices*

La Société établit les actifs et les passifs d'impôts futurs à court terme et à long terme conformément aux législations fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur qui s'appliqueront vraisemblablement au moment où il est prévu que l'actif sera réalisé ou le passif réglé. Les lois et règlements fiscaux qui s'appliquent sont soumis à l'interprétation de la Société, qui évalue périodiquement la valeur finale de réalisation des impôts futurs résultant d'écarts temporaires entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs ainsi que des pertes fiscales reportées. Pour déterminer s'il est plus probable qu'improbable qu'un actif d'impôts futurs se réalise, la Société doit estimer ses revenus imposables futurs. Les montants ultimes des impôts futurs et de la charge d'impôts pourraient différer substantiellement des montants portés au bilan car ils dépendent des résultats d'exploitation futurs de la Société ainsi que de ses interprétations des lois fiscales.

## *Créditeurs et charges à payer*

La Société a comptabilisé des charges à payer pour tenir compte des coûts de restructuration et d'intégration des entreprises qu'elle a acquises et d'autres passifs dont l'estimation repose pour une grande part sur le jugement. Quand la Société établit une provision en marge d'une poursuite entamée ou éventuelle, d'obligations liées à une garantie ou d'autres passifs possibles, elle se fonde sur la possibilité d'un gain ou d'une perte dont elle demeurera incertaine jusqu'à ce qu'un ou plusieurs événements se réalisent ou ne se réalisent pas. La résolution de cette incertitude peut confirmer la diminution ou la constatation d'un passif. La Société calcule les charges à payer sur la base des précédents historiques, des tendances courantes et d'autres hypothèses qui lui semblent raisonnables dans les circonstances.

Les passifs liés aux intégrations se composent surtout de provisions liées à des baux visant des locaux que des entreprises acquises occupaient et que la Société a l'intention de quitter. La direction de la Société estime les coûts liés à la résiliation des baux à la date de l'acquisition de l'entreprise et rectifie la provision initiale dès qu'elle obtient tous les renseignements pertinents. Les taux d'actualisation et la possibilité de sous-louer les locaux à des tiers font partie des principales hypothèses utilisées pour déterminer cette provision. Pour calculer la valeur actualisée des paiements prévus, la Société a utilisé l'hypothèse que le taux d'actualisation correspondrait au taux d'intérêt applicable à ses billets non garantis. La possibilité de sous-louer les bureaux inoccupés a été évaluée sur la base de l'expérience de la direction de la Société et des connaissances de ses conseillers relativement aux régions considérées et aux caractéristiques des locaux.

De plus, diverses réclamations et poursuites ont été entamées contre la Société dans le cours normal de ses activités ou héritées d'entreprises acquises. De plus, diverses réclamations et poursuites ont été entamées contre la Société dans le cours normal de ses activités ou héritées d'entreprises acquises. La Société détermine s'il est pertinent de comptabiliser une perte ou de faire état de la réclamation ou de la poursuite dans ses états financiers en tenant compte, entre autres, de la période pendant laquelle les événements sous-jacents à la procédure se sont produits, du degré de probabilité d'une issue défavorable et de la possibilité d'estimer la perte avec une justesse raisonnable.

## *Constatation des produits*

Dans le cas des ententes structurées selon la méthode du degré d'avancement des travaux, la constatation des produits et des coûts exige qu'on exerce des jugements et qu'on établisse des estimations. Cette méthode se fonde sur des estimations des coûts et des bénéfices tout au long de l'exécution des ententes, y compris l'estimation des ressources et des coûts nécessaires pour achever les travaux. En outre, si l'on estime que les coûts totaux liés à un contrat seront plus élevés que les produits totaux émanant de ce contrat, on comptabilise une provision équivalant à la



## Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

*Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2006*

perte estimée et ce, dès la période où la probabilité d'une perte devient manifeste. Dans le cas de contrats visant la prestation de services de plusieurs catégories différentes, la Société évalue également si la ventilation des produits entre les diverses catégories correspond à la juste valeur relative de chacune des catégories. Elle constate ensuite les produits attribuables à chaque catégorie, comme s'il s'agissait de plusieurs contrats distincts visant chacun une seule catégorie de services. La direction passe régulièrement en revue la rentabilité des ententes et les estimations sous-jacentes.

### *Coûts liés à des contrats*

Certains coûts engagés lors du démarrage d'un contrat d'impartition sont reportés et amortis sur la durée du contrat. Ces coûts comprennent principalement des incitatifs et des coûts de transition. Dans ce contexte, la Société établit entre autres des estimations et des hypothèses visant à calculer les flux de trésorerie prévus afin d'évaluer si elle pourrait vraisemblablement recouvrer ces coûts liés à des contrats en cas d'événements ou de circonstances nouvelles risquant d'empêcher la Société de récupérer leur valeur comptable. Pour évaluer les possibilités de recouvrement, la Société calcule la valeur non actualisée des flux de trésorerie estimés du contrat sur sa durée restante et compare le résultat de cette opération à la valeur comptable du contrat. Le fait de modifier des estimations ou des hypothèses touchant un ou plusieurs contrats n'aurait pas d'incidence sur les flux de trésorerie tirés des activités d'exploitation de la Société.

### *Crédits d'impôt à l'investissement*

La Société considère les crédits d'impôt remboursables sur les salaires ainsi que les crédits d'impôt sur les frais de recherche et de développement qu'elle reçoit comme des crédits d'impôt à l'investissement car ils en respectent les critères. La Société est soumise à des vérifications annuelles visant à déterminer si elle exerce des activités admissibles à des crédits d'impôt en vertu de divers programmes gouvernementaux et à quels montants elle a droit. La Société évalue périodiquement les charges admissibles aux crédits d'impôt ainsi que la conformité de ses activités aux critères des programmes gouvernementaux.

### *Dépréciation d'actifs à long terme*

La Société évalue la possibilité de recouvrer les actifs à long terme, tels que les actifs incorporels à durée de vie limitée et les immobilisations, si des événements ou des circonstances nouvelles risquent de l'empêcher de récupérer leur valeur comptable. Dans le cas des actifs incorporels à durée de vie limitée tels que les solutions d'affaires, les licences d'utilisation de logiciels et les relations avec les clients, la Société calcule la durée appropriée de la période d'amortissement des coûts capitalisés en se servant d'estimations et d'hypothèses sur la vie utile, la qualité marchande des solutions logicielles, les produits futurs qui en résulteront et les soldes de coûts. Dans le cas des logiciels internes faisant partie des actifs incorporels à durée de vie limitée et dans le cas des immobilisations, on détermine la durée appropriée de la période d'amortissement en estimant pendant quel laps de temps la Société pourra utiliser ces actifs de façon continue. Pour évaluer la possibilité de recouvrer les coûts capitalisés des logiciels, la Société doit estimer les produits futurs, les coûts ainsi que les flux de trésorerie futurs, positifs et négatifs. Si les estimations ou les hypothèses utilisées dans le cadre des tests de dépréciation des actifs à long terme étaient modifiées, cela n'aurait pas d'incidence sur les flux de trésorerie tirés des activités d'exploitation de la Société.

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

*Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2006*

## *Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques*

Au cours du deuxième trimestre, la Société a annoncé un programme visant à réduire son effectif et à fermer ou regrouper certains de ses bureaux. Ce programme, qui a pour but de réduire les coûts et d'accroître la rentabilité de la Société, a été mis sur pied en conséquence du fait que le volume de travail provenant de BCE est moins important que prévu. Les charges comptabilisées pendant le trimestre, à cet égard, comprennent des indemnités de départ ainsi que les coûts liés au regroupement et à la fermeture de certains bureaux. La constatation de ces charges exige que la direction porte des jugements et fasse des estimations touchant la nature et les montants des coûts, ainsi que le moment auquel ils seront engagés. Dans le cas des locaux qui ont été abandonnés ou sous-loués, les coûts estimés des baux représentent la différence entre les loyers futurs à payer et les produits de sous-location estimés. Nous évaluerons nos charges liées aux bureaux fermés et aux indemnités de départ à la date de clôture de chaque période comptable afin de nous assurer que les montants comptabilisés demeurent appropriés.

## **Sommaire des principales conventions comptables**

Les états financiers intermédiaires consolidés pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées les 30 juin 2006 et 2005 sont non vérifiés et comprennent tous les ajustements que la direction de CGI juge nécessaires à une présentation fidèle de la situation financière de la Société, des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie. La présentation d'information pour ces états financiers intermédiaires consolidés n'est pas entièrement conforme à tous les égards aux PCGR applicables aux états financiers annuels consolidés vérifiés. Ainsi, les états financiers intermédiaires consolidés doivent être lus conjointement avec les états financiers annuels consolidés vérifiés de la Société pour l'exercice terminé le 30 septembre 2005. Ces états financiers intermédiaires consolidés ont été préparés selon les mêmes conventions et méthodes comptables que celles utilisées pour les états financiers annuels consolidés de l'exercice terminé le 30 septembre 2005.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée au cours de la période actuelle.

## *Postes ayant fait l'objet d'un reclassement*

La Société fournit au secteur de l'assurance IARD (incendie, accident, risques divers) canadien un service centralisé de commande des extraits des dossiers de conduite auprès des autorités gouvernementales. À la suite des examens des pratiques comptables réalisés pendant l'exercice terminé le 30 septembre 2005, la Société a révisé son interprétation des méthodes qu'il convient d'utiliser pour comptabiliser ces services. L'interprétation révisée a exigé que nous utilisions les produits nets tirés des services facturés aux clients et les coûts nets applicables à ces services, qui sont compris dans les Coûts des services et frais de vente et d'administration, et non les montants bruts comme nous le faisons jusque-là. Aux fins de comparaison, signalons que le reclassement qui en a découlé a totalisé 14,8 millions \$ et 40,7 millions \$, respectivement, pour les périodes de trois et de neuf mois terminées le 30 juin 2005. La présentation révisée est conforme à l'abrégé 123 du Comité sur les problèmes nouveaux de l'ICCA (CPN-123), *Présentation du montant brut ou du montant net des produits selon que l'entreprise agit pour son propre compte ou à titre d'intermédiaire*, qui précise quand une entreprise doit présenter ses produits sur la base du montant brut facturé aux clients et quand elle doit tenir compte du montant net conservé. Le reclassement n'a pas eu d'incidence sur le bénéfice net ni sur les flux de trésorerie.

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2006

## Modifications comptables

L'ICCA a publié les nouveaux chapitres suivants de son Manuel qui s'appliquent aux périodes intermédiaires débutant le 1<sup>er</sup> janvier 2006 ou après cette date :

- a) Le chapitre 3831, *Opérations non monétaires*, établit que des opérations non monétaires doivent être évaluées à la juste valeur sauf si l'opération ne présente aucune substance commerciale, si l'opération représente l'échange de stocks, ou si l'opération est un transfert non monétaire et non réciproque au profit des propriétaires, et si ni la juste valeur de l'actif reçu ni la juste valeur de l'actif cédé ne peuvent être évaluées de façon fiable. L'adoption des dispositions de ce chapitre n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés de la Société.
- b) L'abrégé des délibérations du CPN 156, *Comptabilisation par un fournisseur d'une contrepartie consentie à un client (y compris un revendeur des produits du fournisseur)*, qui fournit des indications aux sociétés qui donnent des incitatifs aux clients ou aux revendeurs sous forme d'argent comptant, de capitaux propres, de cadeaux gratuits, de coupons et autres. L'adoption du CPN 156 n'a eu aucun impact sur les états financiers consolidés, car la Société avait déjà adopté, au 30 septembre 2002, l'équivalent américain du CPN 156 qui est l'EITF 01-9, *Accounting for Consideration Given by a Vendor to a Customer*, publié par le *Financial Accounting Standards Board's Emerging Issues Task Force*

## Risques et incertitudes

Nous sommes confiants quant aux perspectives d'avenir à long terme de la Société. Néanmoins, il faut tenir compte des risques et incertitudes décrits ci-dessous, qui influeraient sur notre capacité de réaliser notre vision stratégique et nos objectifs de croissance. Les facteurs suivants devraient être pris en considération afin d'évaluer les perspectives d'avenir de la Société à titre de placement.

### Risques liés à notre secteur d'activité

Concurrence pour l'obtention des contrats – Nous gérons toutes les dimensions de nos affaires de façon disciplinée. Une part croissante de nos méthodes est codifiée dans le cadre de la certification ISO 9001. Nos processus de gestion ont été mis au point pour nous permettre de respecter nos normes élevées en nous assurant que nos employés livrent de façon constante des biens et des services conformes aux spécifications. Ils se fondent sur les valeurs solides qui sous-tendent notre culture d'entreprise axée sur les clients. Ils contribuent au taux élevé de succès de CGI en matière d'obtention et de renouvellement des contrats. En outre, nous comprenons à fond les enjeux stratégiques propres aux cinq secteurs que nous ciblons, ce qui améliore notre position concurrentielle. CGI est un chef de file du secteur des services en TI et en gestion des processus d'affaires au Canada, et nous continuons à renforcer notre position sur le marché américain en conjuguant la croissance interne et les acquisitions. Depuis trois ans, nos revenus provenant des États-Unis et des marchés internationaux ont augmenté notablement; nous prévoyons que cette tendance se maintiendra. Cependant, la concurrence demeurant très vive sur le marché des services en TI et de l'impartition des processus d'affaires, nul ne peut garantir que nous continuerons à remporter de nouveaux contrats.

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

*Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2006*

Longueur du cycle de vente des grands contrats d'impartition – Les contrats d'impartition devenant de plus en plus considérables et complexes, la Société constate un allongement des cycles de vente. Alors que le cycle moyen durait auparavant de 6 à 18 mois, il dure à présent de 12 à 24 mois. L'allongement du cycle de vente pourrait nous empêcher d'atteindre nos cibles de croissance.

Disponibilité et coût des professionnels qualifiés – Le personnel qualifié fait l'objet d'une forte demande au sein du secteur des TI. Au fil des ans, nous avons réussi à attirer et à retenir un personnel compétent grâce à notre culture d'entreprise, à nos valeurs solides, à l'importance que nous accordons au développement professionnel ainsi qu'à notre programme de rémunération axé sur le rendement. De surcroît, nous avons mis en œuvre un programme complet visant le recrutement et la conservation de professionnels qualifiés et dévoués. Nous croyons que CGI est un employeur de premier choix du secteur des services en TI. Nous recrutons également des professionnels qualifiés par l'entremise des contrats d'impartition que nous remportons et des acquisitions d'entreprises.

Capacité de l'entreprise de développer et d'élargir sa gamme de services pour suivre l'évolution de la demande et les tendances technologiques – Nous nous efforçons de demeurer à l'avant-garde du secteur des TI et de nous mouler ainsi à l'évolution des besoins de nos clients. Nous y parvenons en tablant sur divers moyens : une spécialisation dans cinq secteurs économiques cibles; des alliances commerciales non exclusives avec d'importants fournisseurs de logiciels et d'équipements, ainsi que des alliances stratégiques avec des partenaires majeurs; le développement de solutions en TI exclusives qui répondent aux impératifs concurrentiels de nos clients; la formation permanente de notre personnel et des transferts continus de compétences entre bureaux et professionnels de la Société; et les acquisitions d'entreprises qui nous procurent un savoir-faire supplémentaire ou une portée géographique accrue.

Risque d'atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'autrui – Nous ne pouvons pas avoir la certitude que nos services et nos offres ne portent pas atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'autrui et il peut arriver que des poursuites alléguant une violation de ces droits soient intentées contre nous. Ces poursuites pourraient s'avérer coûteuses, nuire à notre réputation et nous empêcher de fournir certains services ou offres. Nous établissons avec nos clients des contrats de licence leur accordant le droit d'utiliser la propriété intellectuelle; ces contrats comprennent un engagement à indemniser le titulaire de la licence contre la responsabilité et les dommages résultant des réclamations de tiers touchant des manquements à l'égard des brevets, des droits d'auteur, des marques de commerce ou des secrets commerciaux. Dans certaines circonstances, le montant de ces réclamations pourrait être plus élevé que les revenus provenant du client. Que nous soyons tenus responsables ou non de dommages, les réclamations et les poursuites en ce domaine pourraient entraîner des coûts élevés et des pertes de temps importantes, ternir notre réputation ou nous obliger à conclure des ententes en matière de redevances ou des contrats de licence. Si nous étions empêchés de vendre ou d'utiliser des produits ou des services incorporant un logiciel ou une technologie faisant l'objet d'un litige, cela pourrait nous faire perdre des revenus ou nous obliger à assumer des charges supplémentaires afin de modifier ces produits et services avant de les intégrer à de nouveaux projets.

Incapacité de protéger entièrement nos droits de propriété intellectuelle – Notre réussite est tributaire, entre autres, de notre capacité de protéger nos méthodologies exclusives ainsi que d'autres biens intellectuels dont nous nous servons pour fournir nos services. En règle générale, CGI cherche à utiliser les brevets et les autres moyens raisonnables et nécessaires de protection et d'optimisation de ses actifs intellectuels. CGI fait reconnaître ses droits liés à la possession et à l'utilisation de sa raison sociale, des noms de ses produits, de ses logotypes et des autres signes dont elle se sert pour identifier ses produits et services sur le marché. Dans le cours normal de nos activités, nous demandons et

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

*Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2006*

obtenons l'inscription de nos marques de commerce auprès du *U. S. Patent and Trademark Office* et des autres organismes responsables du droit des marques dans le monde. Néanmoins, dans certains pays où nous exerçons nos activités, il peut arriver que les lois ne protègent pas entièrement nos droits de propriété intellectuelle. De plus, malgré nos efforts, les mesures que nous prenons pour protéger nos droits de propriété intellectuelle peuvent s'avérer insuffisantes pour prévenir ou décourager les atteintes à ces droits ou empêcher l'appropriation illicite de nos biens intellectuels. Il peut aussi arriver que nous ne détectons pas l'utilisation non autorisée de nos biens intellectuels ou que nous ne prenons pas les mesures convenables pour assurer le respect de nos droits de propriété intellectuelle.

## Risques liés à notre entreprise

Fluctuations liées aux secteurs d'activité – Les acquisitions et d'autres transactions peuvent faire fluctuer la composition de nos produits, en ce qui a trait à l'apport relatif des projets de plus courte durée (les projets d'intégration de systèmes et de services-conseils) et à celui des contrats de plus longue durée (les mandats d'impartition). Si le poids relatif des projets d'intégration de systèmes et de services-conseils augmentait, il pourrait en résulter une variation plus prononcée des produits d'un trimestre à l'autre.

Risque financier et risque d'exploitation associés aux marchés internationaux – Nous gérons des activités dans 16 pays et moins de 10 % de notre chiffre d'affaires provient de l'extérieur de l'Amérique du Nord. Nous croyons que nos assises de gestion favorisent l'efficacité et l'homogénéité de notre exploitation à l'échelle mondiale; ces assises comprennent des cadres de gestion et des processus dont les dirigeants de nos unités d'affaires se servent pour gérer leurs rapports avec nos membres et nos clients. Cependant, l'envergure de nos activités internationales nous rend tributaires de plusieurs facteurs qui pourraient intervenir : les fluctuations des taux de change; les mesures de contrôle des prix ou les restrictions sur l'échange de devises étrangères; le fardeau résultant de l'obligation d'observer un vaste éventail de lois nationales et locales différentes; les incertitudes liées à la diversité des cultures et des pratiques commerciales dans les différentes régions du monde; la multiplicité et le caractère parfois contradictoire des lois et des règlements, notamment en matière de fiscalité; les pertes d'exploitation que la Société pourrait subir dans certains pays dans le cadre du développement de son infrastructure mondiale de prestation des services et le fait que ces pertes ne seraient pas nécessairement déductibles des revenus aux fins de l'impôt; l'absence, sur certains territoires, de lois efficaces pour protéger nos droits de propriété intellectuelle; les restrictions sur la circulation d'espèces ou d'autres actifs; les restrictions touchant l'importation ou l'exportation de certaines technologies; les restrictions visant le rapatriement des bénéfices; l'instabilité politique, sociale et économique. Nous avons mis en place une stratégie d'opérations de couverture visant à nous protéger, dans la mesure du possible, du risque de change. À l'exception des produits financiers utilisés dans le cadre de notre stratégie d'opérations de couverture, nous ne participons pas au marché des instruments financiers dérivés. Même si nous estimons disposer de processus efficaces de gestion dans tous nos bureaux partout dans le monde, n'importe lequel des risques auxquels nos activités internationales nous exposent ou l'ensemble de ces risques pourraient se réaliser et provoquer une baisse de notre rentabilité.

Capacité d'intégrer avec succès les entreprises acquises et les mandats d'impartition – Ayant acquis un grand nombre de sociétés depuis la fondation de CGI, nous estimons que l'intégration d'équipes et d'activités fait maintenant partie de nos compétences de base. Notre approche de gestion disciplinée, fondée pour une large part sur nos cadres de gestion, joue un rôle important dans l'intégration harmonieuse des ressources humaines des sociétés acquises et des activités qui nous sont confiées en impartition. Au 30 juin 2006, la majorité de nos activités avaient obtenu la certification ISO 9001.

## **Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation**

*Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2006*

Changements importants touchant les principales entreprises clientes, résultant par exemple de l'évolution de leur situation financière, de fusions ou d'acquisitions d'entreprises – À l'exception de BCE Inc. , de ses filiales et de ses sociétés affiliées, aucune société ni aucun groupe de sociétés ne représente plus de 10 % de nos produits totaux.

Risque de résiliation anticipée des contrats – Si nous n'exécutons pas nos mandats conformément aux ententes contractuelles conclues avec nos clients, certains clients pourraient décider de résilier leurs contrats avant la date d'échéance prévue, ce qui aurait pour effet de réduire notre bénéfice ainsi que nos flux de trésorerie et pourrait avoir une incidence sur la valeur de notre carnet de commandes. Notre feuille de route démontre notre capacité de combler ou de surpasser les attentes de nos clients. Nous gérons nos activités d'une manière professionnelle. Nous rédigeons nos contrats de façon à délimiter clairement nos responsabilités et à atténuer les risques. En outre, certains de nos contrats d'impartition comportent des dispositions permettant aux clients de les résilier pour des raisons de commodité en cas de changement de contrôle de CGI.

Risque de crédit associé à la concentration des créances clients – Une portion substantielle de nos revenus (11,3 % au cours de la période terminée le 30 juin 2006) provient des filiales et sociétés affiliées de l'un de nos actionnaires, BCE Inc. Nous estimons toutefois que nous ne sommes pas exposés à un risque important de crédit, en raison notamment de notre bassin vaste et diversifié de clients.

Risque lié aux contrats visant des projets à court terme – Dans la foulée de l'acquisition d'AMS, l'importance relative des contrats visant des projets à plus court terme, par rapport au chiffre d'affaires global de CGI, s'est substantiellement accrue. CGI gère tous ses contrats en fonction du Cadre de gestion du partenariat client, un ensemble structuré de processus qui aide les équipes à appliquer des normes homogènes d'excellence à tous les projets. En vertu de ce cadre de gestion, la Société procède avec beaucoup de rigueur afin d'estimer avec justesse les coûts des mandats. Cependant, une portion substantielle des mandats acquis par l'entremise d'AMS est fondée sur des prix fixes. Dans ces cas, la facturation des travaux s'effectue selon les modalités du contrat signé avec le client et les revenus sont constatés en fonction du pourcentage de l'effort engagé par rapport aux coûts totaux estimés pour la durée du contrat. Lorsque nous présentons une soumission pour ce type de mandat, nous estimons les coûts et les heures de travail nécessaires pour compléter le projet. Nos estimations se fondent sur notre appréciation de l'efficacité avec laquelle nous pourrions déployer nos méthodologies et nos professionnels pour réaliser le projet considéré. En cas d'augmentation des coûts, de coûts imprévus ou de retards, y compris des retards attribuables à des facteurs sur lesquels nous n'avons pas d'emprise, la rentabilité des contrats à prix fixe peut être réduite ou annulée.

Risque associé aux garanties – Dans le cours normal de nos activités, nous concluons des ententes qui peuvent comporter des engagements d'indemnisation ou des garanties lors de transactions telles que la prestation de services-conseils ou de services d'impartition, la cessation d'activités commerciales, les contrats de location ou la constitution d'engagements financiers. Ces engagements d'indemnisation ou garanties peuvent nous obliger à dédommager nos cocontractants des coûts ou des pertes résultant de diverses circonstances telles que le défaut de respecter les engagements ou la violation d'une garantie, l'atteinte aux droits de propriété intellectuelle, les réclamations qui peuvent surgir dans le cadre de la prestation des services ou des poursuites qui pourraient être entamées contre les cocontractants.

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

*Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2006*

Risque lié aux crédits d'impôt – L'acquisition du contrôle de CGI pourrait rendre la Société inadmissible aux crédits d'impôt provinciaux associés à la Cité du commerce électronique et à la Cité Multimédia à Montréal, au Carrefour de la nouvelle économie au Saguenay et au Carrefour national des nouvelles technologies de Québec.

Risque associé aux affaires émanant des administrations publiques – Les réorientations des politiques de dépenses publiques ou des priorités budgétaires des gouvernements fédéraux, provinciaux ou d'états pourraient avoir une incidence directe sur nos résultats financiers. Plusieurs facteurs sont susceptibles de réduire l'ampleur de nos activités auprès des administrations publiques, notamment : la réduction des contrats accordés par les gouvernements à des firmes de services-conseils et de services en technologie; une diminution substantielle des dépenses touchant l'ensemble des gouvernements ou certains ministères ou organismes en particulier; l'adoption de nouvelles lois ou de nouveaux règlements visant les sociétés qui fournissent des services aux gouvernements; les délais d'acquittement de nos factures par les bureaux de paiement gouvernementaux; la conjoncture économique et politique en général. Ces facteurs et d'autres pourraient avoir pour effet de diminuer nos revenus futurs en incitant les ministères et organismes gouvernementaux à diminuer leurs contrats d'achat, à exercer leur droit de mettre fin à des contrats, à émettre des ordres de suspension temporaire des travaux ou à s'abstenir d'exercer leur droit de renouveler des contrats. Notre clientèle du secteur gouvernemental est très diversifiée puisque nous avons des contrats en vigueur avec plusieurs ministères et organismes gouvernementaux différents, aux États-Unis et au Canada. Néanmoins, en cas de réduction des dépenses des gouvernements ou de compressions budgétaires au sein de ces ministères et organismes, il pourrait arriver que la rentabilité continue de ces contrats ou la possibilité d'obtenir des contrats supplémentaires des mêmes sources soient compromises.

Poursuites liées à nos travaux – Nous créons, déployons et entretenons des solutions en TI qui sont souvent essentielles aux activités commerciales de nos clients. Il peut arriver que des retards, des renégociations, de nouvelles exigences des clients ou des délais nous empêchent de réaliser de grands projets de la manière prévue. De tels problèmes pourraient donner lieu à des poursuites qui auraient une incidence défavorable sur nos activités commerciales, sur nos résultats d'exploitation, sur notre situation financière et sur notre réputation professionnelle. Nos contrats contiennent ordinairement des dispositions limitant le risque de poursuites liées à nos services et aux applications que nous réalisons. Il se pourrait que ces dispositions ne nous protègent pas ou ne soient pas applicables dans certaines circonstances ou en vertu des lois en vigueur à certains endroits.

## **Risques liés aux acquisitions d'entreprises**

Mise en œuvre de notre stratégie d'acquisition – Le succès de notre stratégie de croissance est lié pour une bonne part à notre capacité d'acquérir de plus petites entreprises servant des segments particuliers, afin d'approfondir nos compétences et d'élargir nos offres de service, ainsi que de grandes entreprises qui augmenteront notre masse critique aux États-Unis et en Europe. Nous ne pouvons pas garantir que nous continuerons à trouver des cibles d'acquisition, que nous réaliserons de nouvelles acquisitions ni que les sociétés que nous acquerrons, le cas échéant, s'intégreront harmonieusement à CGI et augmenteront tangiblement la valeur de l'entreprise conformément aux attentes. En l'absence d'acquisitions supplémentaires, il est peu probable que notre croissance future corresponde à notre croissance passée ou aux prévisions.

La tâche que la direction est appelée à accomplir afin d'instaurer des normes, des mécanismes de contrôle, des procédures et des politiques uniformes dans toutes nos unités d'affaires est fort complexe et potentiellement accaparante. L'intégration d'entreprises peut occasionner des

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

*Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2006*

difficultés d'exploitation inattendues, des dépenses non planifiées et des problèmes de responsabilité. En outre, dans la mesure où la direction est tenue d'accorder beaucoup de temps, d'attention et de ressources à l'intégration d'activités, d'équipes et de technologies, il est possible que nous n'arrivions pas à maintenir la qualité habituelle du service offert aux clients établis et que cela ait un impact défavorable sur nos revenus ainsi que sur nos bénéfices.

## Risques de marché

Risque économique – Un ralentissement économique pourrait occasionner une diminution de nos produits. L'intensité des activités de nos clients, qui est tributaire de la conjoncture économique, a une incidence sur nos résultats d'exploitation. Nous ne pouvons prédire ni les répercussions de la conjoncture économique actuelle sur nos revenus futurs, ni le moment où une reprise marquée surviendra. Pendant les périodes de récession, il arrive fréquemment que nos clients et nos clients éventuels annulent, réduisent ou reportent des contrats en cours, ou encore qu'ils retardent l'octroi de nouveaux mandats. Généralement, les entreprises réduisent aussi l'ampleur des projets informatiques qu'elles entreprennent pendant les périodes de difficultés économiques, ce qui se traduit par une réduction du nombre d'implantations technologiques et de l'importance des mandats. En raison du nombre restreint de mandats pendant un ralentissement, la concurrence s'intensifie ordinairement. Il peut alors arriver que les prix diminuent si certains concurrents, surtout ceux qui disposent de ressources financières importantes, réduisent leurs taux pour maintenir ou accroître leur part du marché. Ces facteurs pourraient entraîner une baisse de nos prix, de nos produits et de notre rentabilité.

## Intégrité de la présentation des résultats

Notre direction assume la responsabilité de maintenir des systèmes d'information, des procédures et des mécanismes de contrôle appropriés, garantissant que les renseignements diffusés à l'intérieur et à l'extérieur de la Société sont complets et fiables. Les devoirs du conseil d'administration englobent l'évaluation de l'intégrité des systèmes internes de contrôle et d'information de la Société.

Le Comité de vérification et de gestion des risques de CGI se compose entièrement d'administrateurs indépendants respectant les exigences de la Bourse de New York et de la Bourse de Toronto en matière d'indépendance et d'expérience. Le comité de vérification et de gestion des risques assume notamment les responsabilités suivantes : a) revoir tous nos documents publics présentant des résultats financiers vérifiés et non vérifiés; b) examiner et évaluer l'efficacité de nos principes et pratiques comptables en ce qui a trait à la présentation des résultats financiers; c) examiner et surveiller nos procédures, programmes et politiques de contrôle interne, et évaluer leur pertinence ainsi que leur efficacité; d) soumettre au conseil d'administration de CGI des recommandations relatives à la nomination des vérificateurs externes, attester leur indépendance, réviser les modalités de leur mission et discuter régulièrement avec eux; e) examiner les procédures de vérification; f) assumer toute autre responsabilité généralement attribuée aux comités de vérification et de gestion des risques ou confiée au comité par notre conseil d'administration.

## Poursuites judiciaires

De temps à autre, la Société est partie à des litiges dans le cours normal de ses activités. La Société n'a aucun motif de s'attendre à ce que l'issue de poursuites judiciaires en cours ait des répercussions défavorables importantes sur sa situation financière, sur les résultats de son exploitation ou sur son aptitude à poursuivre l'une ou l'autre de ses activités commerciales.